

Mgr Leborgne :

« L'Évangile n'est pas à disposition de nos opinions »

Entretien

Mgr Olivier Leborgne Évêque d'Arras,
auteur de Prière sur les temps présents (Le Seuil, 2022)

À deux semaines du premier tour des élections législatives, Mgr Olivier Leborgne, évêque d'Arras, évoque le vote en faveur du RN, en particulier celui d'une partie des catholiques. Il essaye de comprendre ce qui peut motiver un tel vote, tout en rappelant l'incompatibilité de politiques de rejet et d'exclusion avec l'Évangile.

Recueilli par Théo Moy

La Croix : Êtes-vous inquiet d'une victoire de l'extrême droite aux élections législatives ?

Mgr Olivier Leborgne : Il me semble que la finalité du politique est d'organiser la vie de la cité dans le respect de la dignité de la personne humaine, la recherche du bien commun et de la paix. Toute autre perspective m'inquiète. Je suis l'évêque de tous et pour tous, et je ne peux me résoudre à ce que quiconque soit passé en pertes et profits. Car le bien commun ne se satisfait pas de l'intérêt général, souvent réduit à celui du plus grand nombre. Il cherche le bien de tous et de chacun, dans une organisation sociale qui le permet.

Des partis se réclament par ailleurs d'une certaine tradition chrétienne. Or, la seule tradition chrétienne possible en ces questions, c'est celle qui s'appuie sur la parole de Jésus, notamment en Matthieu 25 – « Chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait » –, sinon c'est un mensonge. On me dit parfois que ce n'est pas possible, qu'il faut être réaliste. Pour un chrétien, le seul réalisme qui compte, c'est celui du Ressuscité. Il faut de l'audace pour oser des chemins nouveaux et refuser des replis qui ne mènent à rien.

Vous avez eu, depuis que vous êtes évêque d'Arras, des mots et des gestes forts pour défendre les migrants. Nourrissez-vous des craintes sur ce sujet précis ?

O. L. : Les partis en présence ne semblent pas annoncer des progrès quant à la prise en compte de la dignité des personnes exilées. Je ne peux que m'en inquiéter. Je reconnais que la situation est très complexe. Oui, les questions de sécurité sont légitimes. Oui, l'État a le devoir de gérer les flux migratoires pour éviter qu'il se passe n'importe quoi. Mais ce n'est jamais avec seulement des mesures sécuritaires que l'on règle ces questions. Il faudrait travailler sur la justice internationale et sur un cadre pour permettre aux pays d'où les migrants viennent d'avancer. Nous avons une responsabilité, nous savons ce que nous leur devons dans l'histoire. Éthiquement, nous pouvons difficilement nous soustraire de cette responsabilité.

De nombreuses personnes se présentant comme catholiques ont choisi de voter pour un parti d'extrême droite, comment le comprenez-vous ?

O. L. : Il me semble d'abord qu'un certain nombre de chrétiens, comme un certain nombre de nos concitoyens, ne sont pas convaincus mais dépités. Ils ont le sentiment d'être trompés. Ils se disent : pourquoi ne pas essayer autre chose ? Il suffit de parcourir le Pas-de-Calais pour percevoir ce sentiment de délaissement, racine de ce vote désabusé et radical.

Ensuite, dans une France de plus en plus déchristianisée, se réclamer du catholicisme ne peut suffire. Le baptême est bien plus qu'un rite ou une tradition, il ouvre à la vie « avec le Christ et comme le Christ » (très belle formule du rituel de la confirmation). La foi s'habite, se professe, se travaille, il faut désirer se laisser conformer par l'Esprit Saint pour devenir disciple. L'Évangile appelle une éthique précise qui n'est pas à disposition de nos opinions.

Quel est le rôle de l'Église dans la période ?

O. L. : C'est compliqué. D'un côté comme de l'autre, certains voudraient que nous ayons des propos beaucoup plus explicites. J'entends des chrétiens qui ont très peur de l'extrême droite, d'autres me disent aussi qu'ils ont peur de l'extrême gauche. Après avoir critiqué l'Église pour s'être imposée dans les consciences, on attend d'elle de grandes déclarations.

N'oublions pas le contexte de la crise des violences sexuelles dans l'Église. Cette dernière nous invite aussi à une humilité que nous n'avons pas. Nous cherchons après cette crise une nouvelle attitude, nous ne l'avons pas encore trouvée.

Quelle parole pouvez-vous avoir dans ce cadre ?

O. L. : Rappeler les grands repères de la dignité humaine inaliénable, de la vie sociale et de la recherche du bien commun. Pour les croyants, rappeler l'Évangile. Dans sa dimension éthique, mais aussi dans les conséquences existentielles de la profession de foi. Par exemple, je crois qu'il nous faut davantage prêcher sur les fins dernières. Parce que je crois que le Christ reviendra dans la gloire, ce que je vis prend une épaisseur insoupçonnée. Croire que tout sera récapitulé et ressaisi en Christ dans l'amour, c'est affirmer que ce que je vis aujourd'hui n'est pas fait pour le vide et que tout acte bon, jusqu'à l'engagement au service du bien commun et de la cité, a un poids d'éternité. Me voilà convoqué à ne pas céder à la peur, au refus de l'autre. Le Christ travaille notre histoire et, avec lui, nous pouvons entrer dans le vrai réalisme, la défense de la dignité humaine, des exilés, de la personne humaine du début à la fin de la vie... Le discernement et l'engagement politiques ne viennent pas directement de l'Évangile, mais ils sont éclairés et stimulés par l'Évangile.

Une question me travaille : jusqu'où doit-on rappeler les exigences éthiques de manière générale ? Et à partir de quand – sur des actes précis, pas seulement sur des idées ou des opinions – il faudra, comme Mgr Saliège en 1942, dire des choses très importantes, au risque de notre réputation, de notre confort ? Là-dessus, je demande au Seigneur de me garder éveillé, et d'oser si c'est nécessaire un jour avoir une parole claire.

L'Évangile nous donne-t-il des indications dans nos choix politiques ? Sur quels critères ?

O. L. : Je réfléchis beaucoup au commandement nouveau de Jésus, « aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés ». Il nous donne l'énergie d'oser l'amour comme volonté et liberté. Ce n'est pas une injonction extérieure, c'est un appel qui nous dit « tu peux », parce que Dieu lui-même s'y engage avec nous.

Mon premier curé rappelait souvent : « Souvenez-vous que Jésus a dit “aimez-vous les uns les autres”, et non “aimez-vous les uns les uns”. »

Le commandement de l'amour ne nous dit pas pour qui voter, mais il a une puissance politique énorme. Quand notre intelligence peut se laisser piéger par la peur et la violence, l'amour nous en sauve. L'amour comme détermination de la liberté pour le bien de l'autre jusqu'au bien de tous et celui de la cité est un principe politique. Il ouvre la contestation de toutes les dominations, tous les rejets et exclusions et stimule l'engagement pour le bien, la paix sociale et la dignité de la personne.

Jésus ne demande pas de défendre une culture. Je peux en être fier, soyons fiers de notre histoire, sans être dupes de ses errances. Mais Jésus me demande de servir l'homme. Comme citoyen, quand je vote, ce commandement nouveau de Jésus me poursuit. Et je suis souvent embarrassé pour voter.

Plus largement, que pensez-vous de la vie politique actuelle ?

O. L. : Je crois que les chrétiens doivent participer à réhabiliter la raison en politique. À chaque événement, sous le coup de l'émotion, on fait une loi. Prenons du recul, mettons la raison en œuvre. L'enjeu est de dire : que proposez-vous comme chemin qui permette à l'homme de construire une société harmonieuse ? Certains chemins ne mènent pas à ça, quand d'autres chemins n'en ferment pas la porte. Mais laissez-moi ajouter une dernière chose.

O. L. : Je vous parle depuis Lourdes. Ce n'est pas une bulle où l'on s'extirpe du quotidien. À Lourdes, les pauvres sont au centre, nous sommes attentifs aux plus petits. Et quand on met le petit et le pauvre au centre, tout le monde trouve sa place. À Lourdes, il y a un signe politique fort : Marie nous y enseigne ce que nous avons à vivre en société. Une vie à hauteur d'hommes.